

**DISCOURS PRONONCE PAR LE GENERAL-MAJOR  
HABYARIMANA JUVENAL, PRESIDENT DE LA  
REPUBLIQUE RWANDAISE ET PRESIDENT-FONDATEUR  
DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE NATIONAL  
POUR LE DEVELOPPEMENT A L'OUVERTURE DE  
LA VI<sup>e</sup> CONFERENCE FRANCO-AFRICAINE TENUE  
A KIGALI DU 21 AU 22 MAI 1979**

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Messieurs les Chefs de Délégation,

Nous voici une fois encore réunis, un an après notre rencontre de Paris, pour un dialogue amical et fraternel que la tradition a consacré, dans le cadre d'un courant d'interconnaissance et de solidarité, dans un climat de compréhension et de confiance.

Aujourd'hui, en ma qualité de Président du Pays Hôte de la VI<sup>e</sup> Conférence franco-africaine, j'ai l'insigne privilège de vous remercier très chaleureusement d'avoir tenu à participer personnellement aux présentes assises de Kigali, malgré vos lourdes responsabilités nationales et internationales, et de vous adresser, ainsi qu'à toutes les Délégations, les souhaits sincères de bienvenue.

Il me tient particulièrement à cœur de transmettre à tous les Peuples Frères et Amis ici représentés le salut fraternel du Gouvernement et du Peuple rwandais, regroupé au sein du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement; et de témoigner à mes éminents Collègues toute notre reconnaissance pour avoir si aimablement répondu à notre invitation.

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Messieurs les Chefs de Délégation,

Distingués Délégués, Mesdames, Messieurs,

La République Rwandaise est heureuse de vous accueillir sur son territoire et de pouvoir vous offrir ce qu'elle a de plus

cher; à savoir son amitié et son hospitalité. Soyez assurés que nous avons fait ce qui est en notre pouvoir pour rendre votre séjour le plus agréable possible et pour que les meilleures conditions de travail vous soient offertes.

La tenue à Kigali du présent Sommet franco-africain est un événement historique dans les annales de la République Rwandaise et constitue, à juste titre, un motif de joie et de fierté pour notre jeune Nation.

Une réunion aussi importante que la Conférence franco-africaine honore notre Pays et constitue à la fois un motif d'encouragement pour notre politique d'ouverture et de coopération. Notre politique extérieure se caractérise essentiellement par le souci de nouer des liens toujours plus intenses avec tous les Pays qui militent pour la liberté, la paix et la solidarité internationales, spécialement ceux avec lesquels le Peuple rwandais entretient des relations de coopération sous diverses formes, celles de bon voisinage ou de l'aide au développement.

C'est pourquoi, la réunion à Kigali de la Conférence franco-africaine est pour le Peuple rwandais et son Gouvernement une concrétisation de cette politique d'ouverture au Monde.

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

La Conférence de nos Ministres des Affaires Etrangères qui vient de se tenir à Kigali, le mois passé, a élaboré, à notre intention, tout un ensemble de documents fort importants traitants des grands problèmes de l'actualité régionale et internationale. C'est l'occasion de leur adresser, en votre nom propre, nos félicitations bien méritées pour l'excellent travail d'analyse et de synthèse qu'ils ont accompli en un temps aussi court.

Comme les éminents Chefs d'Etat et de Gouvernement auront pu s'en apercevoir, les sujets qui ont fait l'objet d'examen reflètent en grande partie notre calendrier de l'année dernière. En définitive, pouvait-il en être autrement quand tout observateur averti peut aisément constater que les problèmes qui se posent à la Communauté Internationale sont pratiquement toujours les mêmes, alors que les possibilités de leur trouver des solutions satisfaisantes sont, quant à elles, fuyantes et insignifiantes, ce qui explique justement la constance des mêmes problèmes.



*«Une réunion aussi importante que la Conférence franco-africaine honore notre Pays et constitue à la fois un motif d'encouragement pour notre politique d'ouverture et de coopération.»*

Qu'il me soit permis de rappeler pour mémoire que ces problèmes sont très variés, tel le chômage, l'inflation, l'instabilité monétaire, la détérioration des termes de l'échange au détriment des Pays en voie de développement, le transfert de technologie, la diminution du volume de l'aide au développement et bon nombre de difficultés conjoncturelles graves des économies africaines. La Communauté Internationale est occupée, depuis bientôt vingt ans, à rechercher des solutions équitables à cet éventail de questions sans qu'il soit possible malheureusement de trouver un motif valable d'entière satisfaction.

Bien sûr, nous sommes heureux de constater que les relations économiques internationales, principalement entre les Pays développés et ceux qui sont en cours de développement, ne sont plus dominées par la confrontation, tant il est vrai que celle-ci a progressivement cédé place à la concertation, signe que l'esprit de coopération internationale prévaut de plus en plus.

Il est heureux de noter que les Etats représentés ici par leurs Augustes Dirigeants ont toujours conjugué leurs efforts en vue



*«C'est pourquoi, la réunion à Kigali de la Conférence franco-africaine est pour le Peuple rwandais et son Gouvernement une concrétisation de cette politique d'ouverture au monde.»*

de créer des conditions propres à décriper les relations régionales et internationales. Nous pouvons légitimement nous en féliciter, car il s'agit là d'une contribution inestimable à apporter à la cause de la paix et de la coopération entre les Nations et les Hommes, ce qui est une façon concrète de mettre en pratique les idéaux et les principes fondamentaux énoncés par les Chartes de l'OUA et de l'ONU.

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Distingués Délégués,

Les présentes assises se tiennent à un moment où l'élan politique pour la révolution économique poursuit son cours. C'est ainsi que les pourparlers en vue du renouvellement de la Convention de Lomé permettent l'espoir d'une évolution favorable. La VI<sup>e</sup> Réunion de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce se tient à Manille, aux Philippines, depuis bientôt un mois. Les questions qui y sont débattues sont extrêmement importantes pour la poursuite et l'amélioration du système de coopération

internationale centrée principalement sur les rapports de coopération entre les Pays développés et les Pays en voie de développement.

Nous souhaitons vivement que nos Pays respectifs puissent apporter leur contribution pour aboutir à une plus grande convergence des intérêts des uns et des autres, dans un monde plus solidaire.

Nous restons en effet convaincus que c'est grâce à l'effort concerté des Etats comme les nôtres, dont les Pays sont unis par des liens privilégiés, que les réunions internationales peuvent aborder l'examen des problèmes mondiaux avec une meilleure cohésion dans l'approche de solutions à convenir.

C'est cette attitude qui a permis aux représentants de la Communauté Economique Européenne et ceux des Pays africains, des Caraïbes et du Pacifique de négocier le renouvellement de la Convention de Lomé dans un esprit de confiance et d'estime mutuelle. Même si des problèmes importants y restent encore en discussion, nous nous félicitons néanmoins des concessions faites des deux côtés, et qui permettent d'espérer que la nouvelle Convention répondra à la volonté commune de coopération des Pays ACP-CEE, sur base du principe de solidarité, s'appuyant sur des moyens suffisants, sans lesquels cette coopération ne pourrait être efficace.

Le fait d'avoir, dans l'égalité et l'estime mutuelle, réalisé une véritable mutation des rapports entre deux groupes de Pays dont le stade de développement n'a aucune commune mesure, et de créer entre eux un genre nouveau de relations de coopération où le principe de solidarité a transcendé l'égoïsme économique d'antan, représente un pas décisif dans les relations internationales, propre à conduire plus efficacement à l'instauration d'un Nouvel Ordre Economique Mondial plus équitable que nous appelons tous de nos vœux les plus chers.

Nous restons convaincus que par la négociation et la compréhension mutuelle, nous arriverons à des solutions satisfaisantes et mutuellement avantageuses, bien que, pour être réaliste, le principe de réciprocité ne puisse pas être appliqué sans discernement compte tenu de l'écart qui sépare les économies des partenaires signataires de la Convention de Lomé. Là encore, nous

nous félicitons des concessions déjà faites par nos partenaires développés qui ont permis de faire admettre progressivement comme normal le principe de solidarité dans nos rapports.

Cette heureuse expérience que nous faisons ensemble, dans le cadre relativement restreint régi par la Convention de Lomé, nous pourrions déployer tous nos efforts pour qu'elle serve d'exemple à la Communauté Internationale où beaucoup de progrès restent encore à faire. Faut-il en effet rappeler que l'objectif de l'aide au développement, fixé par l'Assemblée Générale des Nations Unies pour le Développement, n'est pas encore atteint. Bien au contraire, nous assistons, non sans inquiétude, à la diminution constante et du volume et de la qualité de l'aide. Une telle situation combinée à d'autres non moins négatives sur le plan de la coopération internationale, menace dangereusement les efforts déployés par les Pays en voie de développement pour combattre la misère et l'ignorance, en un mot le sous-développement chronique qui est leur lot commun.

Il est dès lors impérieux et urgent que nos efforts conjoints se fixent comme objectif majeur, l'humanisation et l'amélioration de la philosophie des rapports internationaux. Nos représentants dans les Forums internationaux sont déjà habitués à défendre une telle position. Mais leur voix ne peut modifier les rapports actuels. Il est indispensable qu'ils rencontrent un élan de solidarité et de compréhension de la part des Pays développés.

C'est là toute l'importance des Conférences internationales telle que la Conférence, déjà mentionnée, des Nations Unies pour le Commerce et le Développement dont la VI<sup>e</sup> Session se tient à Manille et dont nous attendons des résultats plus positifs que ceux des Réunions précédentes qui n'ont pas répondu aux espoirs que les Pays en voie de développement avaient légitimement placés en elles.

Il convient néanmoins de souligner que depuis la IV<sup>e</sup> Réunion de la CNUCED, bien des progrès ont été accomplis, même s'il s'agit de décision individuelle, et non d'un principe généralisé de modification des rapports internationaux qui sont, malheureusement, encore dominés par l'égoïsme économique des Etats.

Il est donc juste de rendre hommage aux Etats qui ont pris une part active dans la défense des idéaux combien élevés d'équité et de justice distributive dans le Monde.

Je voudrais ici également rendre un hommage particulier à la France qui entretient avec chacun de nos Etats des rapports étroits et privilégiés, plus les efforts continus et sincères qu'elle déploie pour aider à définir et adopter un monde de répartition des responsabilités et des richesses, un monde qui s'inspire plutôt de la justice et de la solidarité humaine que des facilités issues de la puissance. Les initiatives que nous devons à Son Excellence Monsieur Valéry GISCARD D'ESTAING, apportent une contribution décisive et combien efficace au dialogue Nord-Sud qui s'est établi sur la Coopération Economique Internationale, grâce à l'esprit internationaliste du Peuple français ainsi qu'à la clairvoyance de son Président.

Nous saluons également avec grand espoir, le programme exceptionnel de promotion pour l'Afrique, soutenu par certains Pays industrialisés et orienté vers les priorités sectorielles de désenclavement, de développement rural, d'infrastructures énergétiques et de santé.

Et il est heureux de constater que, dans ces rencontres internationales, il soit de plus en plus reconnu de porter une attention particulière aux Pays que la Communauté Internationale reconnaît comme les plus défavorisés du Monde. Parmi ceux-ci, le Rwanda notre Pays, y occupe malheureusement une triste place, confronté qu'il est à l'insuffisance des ressources naturelles, et aux graves problèmes d'enclavement, connaissant en surplus un grand taux d'accroissement d'une Population déjà la plus dense d'Afrique. Nous ne pouvons donc que demander, avec instance, que la Famille franco-africaine poursuive ses initiatives pour l'examen des problèmes liés à la situation dramatique d'enclavement que connaissent certains de ses membres du fait du hasard de la géographie et d'autres situations auxquelles la volonté politique de leurs dirigeants est toujours étrangère.

Il me plaît donc de saluer avec reconnaissance les quelques Pays industrialisés qui ont pris la décision d'annuler les dettes que leur doivent les Pays les plus pauvres.

Une telle initiative louable dont bénéficieront certains d'entre nous, contribuera à alléger le fardeau des créances publiques qui pèsent de plus en plus lourdement sur nos économies démunies.

Et nous espérons que d'autres gestes de générosité suivront et soutiendront tous les efforts déployés au sein de tous les forums internationaux pour que les attentes des plus pauvres soient comprises par les plus riches.

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Il est un préalable indispensable au développement qu'il ne sied pas de passer sous silence, à l'occasion des rencontres comme la nôtre, même si les préoccupations économiques y sont extrêmement profondes. La recherche d'un nouvel ordre économique international serait vaine si le climat de paix relative qui constitue notre environnement devait être constamment mis en péril.

Il n'y a pas à se tromper: le climat de paix reste trop fragile de part le Monde. Trop de foyers de tensions existent dans tous les coins de notre Planète. Une trop grande méfiance règne entre les Pays, entraînant une course effrénée aux armements toujours plus sophistiqués et plus considérables, au grand détriment du développement intégral de l'homme.

Certes, les négociations suivent péniblement leur cours pour une reconversion de port d'armes en œuvres de développement capables d'amorcer le salut de l'humanité qui assiste, impuissante, à son propre suicide.

Pour les Pays en voie de développement, leur impatience face à la lenteur des négociations est d'autant plus grande que des énormes ressources humaines et matérielles sont englouties dans les moyens d'auto-destruction, alors que des Pays comme les nôtres n'ont pas les moyens suffisants pour endiguer le fléau des famines et des endémies qui déciment nos Populations.

Notre inquiétude demeure grande également face aux situations conflictuelles particulières dans le Monde. Des cris d'angoisse nous parviennent de plusieurs parties du Monde où le témoignage tragique de la furie de destruction appelle la dénonciation et la réprobation internationales.



Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Messieurs les Chefs de Délégation,

Distingués Délégués,

Je connais l'état d'esprit de chacun de nous membre de cette Famille. Je suis certain que sur l'ensemble des problèmes que j'ai eu l'occasion d'évoquer, la communion de pensée est d'avance assurée et qu'ensemble nous pourrons apporter une contribution appréciable à l'édification d'un monde rayonnant de paix, de justice, de compréhension mutuelle et de solidarité. En effet, en plus de nos affinités évidentes nous partageons les aspirations humaines à une vie meilleure, à des chances plus grandes de liberté et de sécurité.

Qu'il me soit permis d'exprimer mes vœux fervents de voir notre Famille franco-africaine contribuer à renforcer les sentiments de solidarité, d'égalité et de fraternité entre les hommes, afin que soient bannis à jamais la confrontation et l'égoïsme dans les relations internationales.

La foi et l'engagement de chacun de nous, ainsi que le climat de confiance et de compréhension qui caractérise les rapports entre nos Pays respectifs, nous permettent cet espoir. C'est dans cet ordre d'idées que le Peuple rwandais tout entier, rassemblé au sein du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, est heureux et fier d'accueillir et d'abriter sur son sol, la VI<sup>e</sup> Conférence franco-africaine, où la précieuse expérience des éminents Participants est garante d'un dialogue fructueux sur la coopération euro-africaine. Nous formulons le vœu fervent de voir les présentes assises poser des grands jalons dans la longue marche vers la coopération mutuellement avantageuse entre tous les habitants de notre Planète.

Vive la Coopération franco-africaine,

Vive la Coopération africaine, et

Vive la Coopération internationale.